

Cohen, Samy et Smouts, Marie-Claude (sous la direction de) *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1985, 436 p.

Guy Martin

Volume 20, numéro 2, 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702525ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702525ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Martin, G. (1989). Compte rendu de [Cohen, Samy et Smouts, Marie-Claude (sous la direction de) *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1985, 436 p.] *Études internationales*, 20(2), 474–476. <https://doi.org/10.7202/702525ar>

COHEN, Samy et SMOUTS, Marie-Claude (sous la direction de) *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*. Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1985, 436 p.

Les 26 et 27 mai 1983, le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) et l'Association française de science politique (AFSP) organisaient à Paris un colloque réunissant, sur le thème de « La Politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing » des observateurs extérieurs, universitaires, chercheurs, journalistes spécialisés et acteurs impliqués dans la conception et la mise en oeuvre de cette politique. Les études d'ensemble de la politique étrangère de la France sont assez rares pour qu'on sache gré à Samy Cohen et Marie-Claude Smouts (tous deux chercheurs au CERI) d'avoir rassemblé les principales communications à ce colloque, ainsi que le compte-rendu des débats qu'elles ont occasionné, en un fort intéressant volume de plus de 400 pages.

Comme le notent fort justement les auteurs dans leur exposé introductif, le pari pouvait, *a priori*, paraître risqué tant du fait du sujet lui-même que de la diversité des « background » des participants. En particulier, on pouvait se demander dans quelle mesure la diplomatie française sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing (VGE) (1974-1981) présentait une spécificité telle que l'on puisse véritablement parler (comme le fait Alfred Grosser, pp. 409-422) d'un « giscardisme » dans la politique extérieure de la France? Question qui renvoie naturellement aux problèmes des continuités et discontinuités en politique étrangère chers à cet auteur.

Dans un exposé liminaire incisif et éclairant, Samy Cohen délimite le cadre décisionnel de la politique extérieure de VGE et apporte d'utiles éléments d'information sur le processus décisionnel lui-même:

rôle des principaux acteurs (l'entourage), groupes de décision plus ou moins restreints, caractère « personnalisé » de cette politique extérieure. Le reste de l'ouvrage, divisé en trois parties (« La France et les Partenaires occidentaux », « La France et la Détente », et « La France et les Pays du Sud »), traite des aspects substantiels (régionaux et thématiques) de la politique étrangère de VGE. De ce point de vue, tout son septennat semble avoir été marqué par une valse-hésitation entre une tradition gaulliste dont il se réclamait et un atlantisme vers lequel il inclinait naturellement. Au centre des préoccupations extérieures de VGE on trouve le projet d'une Europe renforcée aux plans politique et institutionnel (création du Conseil européen, élection des Parlementaires européens au suffrage universel) et puissante et dynamique au plan économique, l'axe privilégié Paris-Bonn constituant le noyau dur et le moteur de l'intégration européenne. Puis vient l'Afrique, pour laquelle VGE avait une passion personnelle manifeste et qui ressortissait du domaine réservé, c'est-à-dire de sa compétence quasi exclusive. La politique africaine de VGE s'insérait tout naturellement au sein d'une politique Nord-Sud résolument Tiers-mondiste dans ses options et particulièrement active au plan international (Conférence Nord-Sud de Paris, décembre 1975-juin 1977). Comme le remarque fort justement Marie-France Toinet, « La ligne directrice et l'axe essentiel de sa politique étrangère seront de ne pas accorder la priorité aux États-Unis ni aux relations Est-Ouest mais à l'Europe et au dialogue Nord-Sud » (p. 57). Par conséquent, si initialement VGE donne l'impression de céder à la tentation américaine sur les plans économique et politico-stratégique, les conflits d'intérêt l'amèneront très rapidement à affirmer sa volonté d'indépendance. Sur le plan des rapports avec l'Union soviétique et les pays de l'Est, l'atmosphère est résolument à une détente

qui se pare du vocable de « stabilisation des relations Est-Ouest ». Enfin, alors que la politique maghrébine de VGE est caractérisée par une bonne entente avec le Maroc et la Tunisie et des relations difficiles et ambiguës avec l'Algérie, sa politique proche-orientale est nettement favorable aux pays arabes et au peuple palestinien, entraînant *ipso facto* des relations franco-israéliennes plutôt crispées. Quant à sa politique asiatique, elle est caractérisée par un louvoiement délicat entre deux pôles privilégiés: Pékin et Hanoi. Au plan commercial, VGE affirme, dès le début du septennat, une option résolument libre-échangiste donnant la priorité absolue aux exportations. Cette politique de promotion des exportations prend la forme d'une diplomatie industrielle très active fondée sur une politique de grands contrats destinée à conquérir de nouveaux marchés dans le Tiers Monde, avec des résultats assez spectaculaires.

En définitive, le bilan global qui se dégage de cette analyse par touches successives est celui d'une politique étrangère fluctuante et pragmatique, dépourvue d'un grand dessein ou d'une ligne directrice ferme, marquée par de nombreuses contradictions, incohérences, incertitudes et hésitations, oscillant inconfortablement entre des pôles opposés: européenisme ou atlantisme? Régionalisme ou mondialisme? Alger ou Rabat? Hanoi ou Pékin? En fin de compte, si il y a eu changement par rapport aux régimes précédents, c'est plus dans le style que dans la substance.

Comme dans tout ouvrage collectif, les contributions individuelles sont fatalement de qualité inégale. Parmi les plus intéressantes on retiendra, outre l'article de Samy Cohen pré-cité, les contributions de Marie-France Toinet sur « VGE et les États-Unis », Denis Lacorne sur « La Politique de promotion des exportations », Michel Tatu sur « La Détente », Daniel Bach sur

« La France en Afrique Subsaharienne », Irène Errera-Hoehstetter sur « La politique française au Moyen Orient » ainsi que la conclusion d'Alfred Grosser. On peut également regretter, avec André Fontaine (p. 423), que la « couverture » régionale de l'ouvrage soit incomplète. On se serait en effet attendu à ce qu'un tel ouvrage traite non seulement des relations de la France avec l'Amérique latine, mais également de celles avec les moyennes puissances du Commonwealth (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande) et avec les États du Pacifique.

Plus fondamentalement, on est frappé (avec André Lewin, p. 317) par le fossé qui sépare les analyses et interprétations respectives des chercheurs et des acteurs. Alors que les premiers ont pour tâche essentielle de décrire, le plus objectivement possible, une situation complexe telle qu'elle se présente à eux à travers les éléments d'information dont ils disposent, les seconds s'efforcent à tout prix de justifier *a posteriori* leurs décisions et actions en se réfugiant derrière le discours officiel de l'époque. À cet égard, Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères de VGE de septembre 1979 à mai 1981, mérite une mention particulière. Ses longues et fréquentes interventions, dans lesquelles il distribue allègrement satisfecits et réprimandes, sont caractérisées par une myopie singulière et par un manque total d'objectivité face aux évidences. Ainsi, lorsque Daniel Bach met justement l'accent sur le poids des intérêts économiques dans la politique africaine de la France, notre ministre le taxe de « marxiste » (ce dont celui-ci se défend à juste titre) et lui rappelle opportunément que le caractère essentiel de la politique africaine de la France c'est le « désintéressement » (p. 313). De même, lorsque Irène Errera-Hoehstetter met en évidence le poids de ces mêmes intérêts économiques dans la politique française au Moyen-Orient, il lui est signifié que l'objec-

tif essentiel de cette politique était en fait « le rétablissement de la paix » (p. 372). En l'occurrence, c'est donc bien J. François-Poncet lui-même qui glisse sur le terrain « polémique » et « politique » (*dixit* l'intéressé, p. 313), rendant ainsi difficile, sinon impossible, toute discussion objective et sereine des questions soulevées. De ce point de vue, le pari risqué de cet ouvrage d'avoir voulu mettre face-à-face universitaires et décideurs politiques, deux catégories qui, de toute évidence, ne parlent pas le même langage et ne sont pas sur la même « longueur d'ondes », n'a pas été tenu. Pour peu que l'on fasse abstraction de ce hiatus gênant, on pourra apprécier à sa juste valeur l'effort méritoire et largement réussi des auteurs de présenter un panorama aussi complet et équilibré que possible de la politique étrangère de VGE. À quand un bilan similaire du régime Mitterrand?

Guy MARTIN

*Programme de formation diplomatique  
Université de Nairobi, Kenya.*

IFESTOS, Panayiotis. *European Political Cooperation: Towards a Framework of Supranational Diplomacy*. Aldershot (Engl.), Gower Publishing Company Ltd., 1987, 658p.

C'est une oeuvre monumentale que nous offre Panayiotis Ifestos avec cette étude sur la Coopération politique européenne (CPE) qui, même sans les annexes, s'étend sur quelque six cents pages. L'auteur nous informe, en plus, que cette étude de la CPE n'est qu'une partie d'un projet plus considérable qu'il a réalisé au cours de ses neuf années à Bruxelles à titre de membre de la représentation diplomatique grecque auprès de la CE et de collaborateur auprès d'institutions académiques belges. Pour des motifs d'espace, le présent volume a dû être limité à la CPE. Cela illustre bien l'ampleur du projet de P. Ifestos. Et pour-

tant la CPE n'est pas le volet le plus important ni le plus développé de la CE.

L'auteur présente lui-même son étude comme se déroulant en trois temps: à une phase théorique succède une phase descriptive puis une phase d'analyse d'une politique concrète. De façon précise, le livre est divisé en vingt-et-un chapitres qui sont regroupés en six parties. La partie I rassemble, selon son titre, quelques essais sur des questions théoriques apparentées. L'auteur y examine en cinq chapitres et cent trente pages des questions théoriques relatives à l'étude des relations internationales, aux concepts de pouvoir, capacités et influence, au problème de la variable dépendante dans l'intégration européenne, à la notion d'intérêt national et européen et à l'hétérogénéité de l'Europe en regard de l'intégration. Cette discussion conceptuelle et théorique est assurément bien faite et très intéressante. Cependant il me semble que, malgré le souci de l'auteur d'en souligner la pertinence pour son étude, elle est beaucoup trop élaborée pour les fins de cette publication. Si la théorie est nécessaire pour guider la recherche, comme le rappelle justement l'auteur, le lecteur ressent rapidement l'impression qu'il y a ici trop-plein de théorie. C'est beaucoup demander au lecteur d'un livre qui annonce une étude de la coopération politique européenne que de l'amener à faire pratiquement une revue systématique de l'état de la discipline avant d'aborder directement le sujet. Les chapitres 1 et 3, par exemple, comportent 139 et 203 notes et références. Cette longue discussion théorique, enfin, se rattache au choix de l'auteur de considérer la CPE dans la perspective d'une analyse de politique étrangère. C'est un choix légitime mais que l'auteur sent le besoin de défendre longuement puisqu'il conduit à la notion d'État en émergence et que, la CE en étant encore fort éloignée, Ifestos doit conclure que la CPE relève plutôt de l'inter-